

Sommaire

Page

I. Actualités – Presse	4
• Actualités - Presse marocaine	4
• Droits de l'Homme	4
• Exécution de jugements	5
• Médiation	5
• Actualités - Presse étrangère	6
• Accès à l'information	6
• Administration électronique	7
• Assistance judiciaire	8
• Droits de l'Homme	8
• Gouvernance	9
• Médiation	9
II. Veille législative et réglementaire	17
• Veille législative et réglementaire étrangère	17
• Journal Officiel de la République Française (JORF)	17
• Journal officiel de l'Union Européenne (JOUE)	19
III. Publications officielles	20
• Brochure	20
• Enquêtes	21
• Interviews	22
• Rapport annuel	22
• Rapport d'auto-saisine	23
• Rapport d'intervention	24
IV. Veille jurisprudentielle	26
• Jurisprudence administrative étrangère	26
• République Française : Décisions du Conseil d'Etat	26

V. Dernières parutions	38
• Nouveautés papier	38
• Editions nationales	38
✓ Livres	38
• Editions étrangères	41
✓ Livres	41
• Nouveautés numériques	49
• Nouveautés nationales	49
✓ Sites Web	49
• Nouveautés étrangères	51
✓ Sites web	51

I- Actualités - Presse

- **Actualités - presse marocaine**

- **Droits de l'Homme**

- **Partenariat : le CCME et le FORIM se mobilisent pour la diaspora marocaine**

Source : <http://www.ccme.org.ma/fr/activites/52257> (page consultée le 05/01/2017)

Le Conseil de la Communauté marocaine à l'Étranger (CCME) et le Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM) basé en France concluent un partenariat pour une durée de trois ans (2017–2019), permettant de mobiliser la diaspora marocaine...

- **SM le Roi donne Ses Hautes instructions pour améliorer les conditions d'intégration des ressortissants étrangers, particulièrement africains**

Source : <http://www.ccme.org.ma/fr/actualites/52305> (page consultée le 11/01/2017)

Dans ce cadre et conformément aux Hautes Instructions Royales, la durée de validité des cartes de séjour passera à trois années, au lieu d'une année actuellement, et ce un an après la régularisation du séjour au Maroc (sauf en cas d'actes répressibles commis par les intéressés)...

- **Remise au Président du CNDH de la lettre ouverte « Stop à l'apologie du terrorisme »**

Source : <http://www.cndh.org.ma/fr/actualites/remise-au-president-du-cndh-de-la-lettre-ouverte-stop-lapologie-du-terrorisme> (page consultée le 13/01/2017)

Le Président du CNDH a reçu le jeudi 12 janvier 2017 à son siège à Rabat, une délégation des initiateurs et de signataires de la pétition « stop à l'apologie du terrorisme ».

La pétition, signée par quelques 5000 marocains du royaume, du monde et citoyens de toutes nationalités condamne les propos et les publications...

- **Le CNDH lance une session de formation “Genre, climat et développement durable”**

Source : <http://www.rsemarocmagazine.com/cndh-lance-session-de-formation-genre-climat-developpement-durable/> (page consultée le 16/01/2017)

Le lancement de la formation des formateurs sur la problématique “genre, climat et développement durable” organisée par le Conseil national des droits de l’Homme (CNDH), en partenariat avec l’Union européenne et l’ONG internationale “Women Engage For Common Future (WECF)” – une ONG internationale membre de la Women Gender Constituency (WGC)-, a été donné aujourd’hui, à Rabat en présence de son Président M. Driss El Yazami...

• Exécution de jugements

- **Tribunaux administratifs : le taux d’exécution des jugements dépasse à peine 50%**

Source : <http://lematin.ma/journal/2017/le-taux-d-execution-des-jugements-depasse-a-peine-50/264715.html> (page consultée le 06/01/2017)

La question de l’exécution des jugements des tribunaux administratifs était au cœur des débats lors d’une rencontre organisée les 6 et 7 janvier à Rabat. Malgré l’optimisme affiché par Ministère de la Justice et des libertés, les chiffres sont là pour rappeler le chemin qui reste à faire...

- **Les jugements administratifs ont couté 2 milliards de DH à l’Etat**

Source : <http://fr.le360.ma/politique/les-jugements-administratifs-ont-coute-2-milliards-de-dh-a-letat-102987> (page consultée le 08/01/2017)

Suite à sa condamnation à travers des jugements administratifs, l’État s’est acquitté de plus de 2 milliards de DH dans 53% des dossiers où il est impliqué...

• Médiation

- **وسيط المملكة يشكو الإدارة للملك ومواطن يطلق اتهامات خطيرة ضد مسؤولين**

Source : <http://fesnews.net/%D9%81%D8%A7%D8%B3/%D9%88%D8%B3%D9%8A%D8%B7-%D8%A7%D9%84%D9%85%203259> (page consultée le 19/01/2017)

وبشجاعة نادرة ولا نظيرة لها، “وسيط المملكة” على رفع تقارير ناروية وثورية إلى

الإدارة المغربية والتي تم وصفها

السيد بنزاكور أن المسؤولين الإداريين لا يتجاوبون مع مؤسسة وسيط المملكة كمؤسسة دستورية

...

• Actualités - presse étrangère

• Accès à l'information

- **Tunisie : réouverture des candidatures pour l'Instance d'accès à l'information**

Source : <http://directinfo.webmanagercenter.com/2017/01/03/tunisie-reouverture-des-candidatures-pour-linstance-dacces-a-linformation/> (page consultée le 03/01/2017)

Réunie lundi après-midi, la Commission électorale au sein de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), a décidé la réouverture des candidatures pour toutes les catégories professionnelles de l'Instance d'accès à l'information. Le 20 janvier 2017 est le dernier délai de dépôt des candidatures...

- **Accès à l'information en Ontario : trop long et trop cher**

Source : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1009201/acces-information-ontario-delaiss-cout> (page consultée le 06/01/2017)

Les demandes d'accès à l'information en Ontario coûtent cher et prennent trop de temps, selon des experts. Un sous-ministre ontarien a aussi sonné l'alarme quand il s'est aperçu que certains de ses fonctionnaires changeaient les dates sur des demandes d'accès à l'information...

- **France - Les demandes d'accès à des documents administratifs en forte hausse auprès de la CADA**

Source : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/01/11/les-demandes-d-acces-a-des-documents-administratifs-en-forte-hausse-aupres-de-la-cada_5060992_4355770.html (page consultée le 11/01/2017)

La Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) a connu en 2015 un nombre record de 7 222 saisines, selon son rapport d'activité récemment publié. En quoi consiste cette commission, qui joue un rôle de plus en plus important entre les citoyens et les administrations ?

- **Belgique - Transparencia boudée par les communes bruxelloises**

Source : <http://www.dhnet.be/regions/bruxelles/transparencia-boudee-par-les-communes-bruxelloises-5875573ecd70717f88f02deb> (page consultée le 11/01/2017)

Les demandes de la nouvelle plateforme visant à promouvoir l'accès aux documents administratifs peinent à aboutir.

Aider les citoyens à consulter des documents administratifs parfois difficiles d'accès, c'est l'objectif de Transparencia...

- **Luxembourg - Accès aux informations publiques : Bettel reste évasif**

Source : <http://www.lequotidien.lu/politique-et-societe/acces-aux-informations-publiques-bettel-reste-evasif/> (page consultée le 12/01/2017)

Le Chef du gouvernement, qui est également Ministre des Communications et des Médias, mise sur la future loi sur une «administration transparente et ouverte» pour trancher l'épineuse question de l'accès à l'information publique. Le texte reste cependant controversé au sein du Conseil de presse et auprès des journalistes...

- **Tunisie - Le problème de déficit de candidatures pour l'Instance nationale d'accès à l'information sera bientôt réglé, selon Badreddine Abdelkefi**

Source : https://africanmanager.com/51_le-probleme-de-deficit-de-candidatures-pour-linstance-nationale-dacces-a-linformation-sera-bientot-regle-selon-badreddine-abdelkefi/ (page consultée le 17/01/2017)

Le problème de déficit de candidature pour l'Instance nationale d'accès à l'information dans la catégorie Enseignant universitaire spécialisé dans les technologies de l'Information sera bientôt réglé a déclaré, mardi, le président de la Comité de candidature à cette instance au sein de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP)...

- **Le Parlement libanais adopte la loi sur l'accès à l'information**

Source : <https://www.lorientlejour.com/article/1030124/le-parlement-libanais-adopte-la-loi-sur-lacces-a-linformation.html> (page consultée le 19/01/2017)

Le Parlement libanais, réuni jeudi en session extraordinaire, a adopté la loi sur l'accès à l'information, rapportent plusieurs médias libanais.

Le texte, déposé au Parlement en 2009, a été préparé par un consortium regroupant une dizaine d'organisations...

- **Administration électronique**

- **Guinée - Télécommunications : le Ministre Mamy Diaby passe en revue son bilan annuel**

Source : <http://guineenews.org/telecommunications-le-ministre-mamy-diaby-passe-en-revue-son-bilan-annuel/> (page consultée le 06/01/2017)

Pour 2017, le Ministère des télécommunications prévoit plusieurs chantiers, notamment le développement de l'e-gouvernement pour combattre la bureaucratie, la poursuite du développement de l'accès à Internet dans tout le pays, la finalisation du Backbone de fibre optique...

- **Perspectives dans le secteur du numérique au Togo en 2017**

Source : http://www.alwihdainfo.com/Perspectives-dans-le-secteur-du-numerique-au-Togo-en-2017_a47832.html (page consultée le 06/01/2017)

Lomé, le 5 janvier 2017-Le Ministère des Postes et de l'Economie numérique a durant l'année 2016 réalisé plusieurs actions qui ont permis au Togo de poursuivre sa dynamique de modernisation. Pour cette nouvelle année, la plupart des actions entreprises devront être poursuivies et achevées...

- **Algérie - Modernisation de l'état civil : L'administration électronique gagne du terrain**

Source : http://www.reflexiondz.net/MODERNISATION-DE-L-ETAT-CIVILE-L-administration-electronique-gagne-du-terrain_a44849.html (page consultée le 09/01/2017)

La nouvelle politique du gouvernement vise à concrétiser le projet de « la commune électronique » sans papier à l'élargir à toutes les administrations...

- **Assistance judiciaire**

- **Côte d'Ivoire - Assistance judiciaire aux populations défavorisées : Des ONG se forment en la matière**

Source : <http://www.ladiplomatiqedabidjan.com/index.php/societe/item/2670-cote-d-ivoire-assistance-judiciaire-aux-populations-defavorisees-des-ong-se-forment-en-la-matiere> (page consultée le 20/01/2017)

Un atelier de renforcement des capacités des ONG œuvrant dans le domaine de la justice s'est ouvert jeudi, à Yamoussoukro, en vue de la vulgarisation de l'assistance judiciaire et de l'accès à la justice des populations particulièrement les plus défavorisées...

- **Droits de l'Homme**

- **Burundi - La plus ancienne ligue des droits de l'homme « définitivement radiée »**

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20170104-burundi-ancienne-ligue-droits-homme-definitivement-radiée-iteka> (page consultée le 04/01/2017)

La plus ancienne ligue burundaise des droits de l'homme, Iteka, a été « définitivement radiée » de la liste des ONG locales autorisées à travailler au Burundi, selon une ordonnance ministérielle rendue publique mardi 3 janvier. La dissolution d'Iteka fait suite à la publication...

- **Gouvernance**

- **Mali : Un code d'éthique et de déontologie pour les marchés publics**

Source : <http://legalfash.ma/categories/afrique/articles/16-12-527> (page consultée le 26/12/2016)

La République du Mali vient de se doter d'un code d'éthique et de déontologie dans les marchés publics et les délégations de service public, par le biais du décret n°2016-0888/P-RM du 23 novembre 2016.

En effet, le présent décret « fixe les règles d'éthique et de déontologie applicables aux acteurs publics et privés...

- **Rwanda : 121 personnes épinglées en 2016 pour corruption**

Source : <http://www.apanews.net/index.php/fr/news/rwanda-121-personnes-epinglees-en-2016-pour-corruption> (page consultée le 09/01/2017)

Les tribunaux rwandais ont jugé et condamné, l'année dernière, 121 personnes reconnues coupables de corruption, selon le bureau du Médiateur de la République qui, pourtant, souligne que ce chiffre représente la moitié des justiciables épinglés en 2015 par les juridictions du pays...

- **France - Un record de sanctions pour corruption dans le tennis en 2016**

Source : <http://www.lequipe.fr/Tennis/Actualites/Un-record-de-sanctions-pour-corruption-dans-le-tennis-en-2016/768289> (page consultée le 13/01/2017)

Dans son rapport annuel, l'Unité pour l'intégrité du tennis (TIU) révèle que le nombre de cas de corruption n'a jamais été aussi élevé qu'en 2016. Onze joueurs ou arbitres ont notamment été condamnés...

- **Médiation**

- **Kosovo - Le mécanisme national pour la prévention du Médiateur (Ombudsperson's National Preventive Mechanism) publie un rapport sur le Centre correctionnel de Lipjan**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actu000929.html (page consultée le 28/12/2016)

Le Mécanisme national pour la prévention du Médiateur (Ombudsperson's National Preventive Mechanism, NPM), a publié son Rapport avec recommandations suite à la visite du Centre de détention de Lipjan (CDL) des 7 septembre et 19 octobre 2016. Le rapport a été présenté aux autorités compétentes...

- **Canada : Déclaration de Howard Sapers concernant la nomination d'un nouvel enquêteur correctionnel**

Source : <http://www.oci-bec.gc.ca/cnt/comm/press/press20161230-fra.aspx> (page consultée le 30/12/2016)

Le 1^{er} janvier 2017, M. Ivan Zinger deviendra l'enquêteur correctionnel du Canada par intérim. Il s'agit d'une nomination d'une durée d'un an ou jusqu'à ce qu'un enquêteur correctionnel soit nommé.

M. Zinger remplace M. Howard Sapers, qui a été nommé conseiller indépendant sur la réforme des services correctionnels du gouvernement provincial de l'Ontario...

- **Canada - Ontario : les 10 grands événements de 2016**

Source : <https://www.ombudsman.on.ca/Newsroom/Press-Release/2016/Ombudsman%E2%80%99s-top-10-stories-of-2016.aspx?lang=fr-CA> (page consultée le 30/12/2016)

Ce fut une année de changements historiques pour notre Bureau, qui a vu le mandat de l'Ombudsman doubler d'envergure, nous permettant de venir en aide aux Ontariens pour tout un ensemble de nouveaux problèmes dans le secteur parapublic...

- **France - L'année 2016 de la médiation professionnelle**

Source : <http://www.officieldelamediation.fr/2016/12/31/annee-2016-de-la-mediation-professionnelle/> (page consultée le 31/12/2016)

L'heure du bilan a sonné, avant que 2017 n'arrive et nous happe dans la réalisation des projets, déjà nombreux, attardons nous un peu sur une année 2016 arrivant à son terme, riche d'événements, d'actions, d'avancées pour le droit à la médiation...

- **France - Litige de consommation : quels sont les recours des particuliers ?**

Source : <https://www.toutsurmesfinances.com/argent/a/litige-de-consommation-quels-sont-les-recours-des-particuliers> (page consultée le 02/01/2017)

Il existe plusieurs recours possibles face aux litiges de consommation, de la médiation à l'amiable au tribunal. Les étapes à respecter...

- **Tunisie - Béji Caid Essebsi reçoit Abdessattar Ben Moussa, nommé Médiateur administratif**

Source : <http://directinfo.webmanagercenter.com/2017/01/03/beji-caid-essebsi-recoit-abdessattar-ben-moussa-nomme-mediateur-administratif/> (page consultée le 03/01/2017)

Le Président de la République, Béji Caid Essebsi, a reçu, mardi, au Palais de Carthage, Abdessattar Ben Moussa, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, nommé, récemment, Médiateur administratif...

- **France - Un problème avec un achat en ligne ? Privilégiez la solution de la médiation**

Source : <http://www.capital.fr/finances-perso/dossiers/un-probleme-avec-un-achat-en-ligne-privilegiez-la-solution-de-la-mediation-1197020#> (page consultée le 03/01/2017)

+ 50% de réclamations en un an auprès du médiateur dédié à l'e-commerce. 96% de ses avis sont finalement suivis par les deux parties. 30% des litiges soumis portent sur les délais de livraison...

- **France - Elargir le cercle des lecteurs : quelle médiation pour la littérature jeunesse**

Source : <https://www.actualitte.com/article/monde-edition/elargir-le-cercle-des-lecteurs-quelle-mediation-pour-la-litterature-jeunesse/68875> (page consultée le 03/01/2017)

Le Centre de Recherche et d'Information sur la Littérature de Jeunesse proposera ces 3 et 4 février un colloque autour de la médiation en littérature jeunesse. Ce dernier se déroulera à l'auditorium de la médiathèque Marguerite Duras...

- **Argentine - Santa Fe - Lamberto pidió crear un Ente Regulator del servicio eléctrico provincial = Lamberto [*Défenseur du Peuple de la province*] a demandé la création d'une entité de régulation du service électrique provincial**

Source : <http://www.defensoriasantafe.gob.ar/articulos/noticias-de-la-defensoria/lamberto-pidio-crear-un-ente-regulador-del-servicio-electrico> (page consultée le 03/01/2017)

El Defensor del Pueblo de la provincia requirió gradualidad, razonabilidad y certeza de las tarifas de la EPE y contemplar la realidad socioeconómica de los usuarios.

Luego de la decisión de la Secretaría de Energía de considerar procedente la actualización tarifaria propuesta por la Empresa Provincial de la Energía a partir del 1° de enero, el Defensor del Pueblo de la provincia de Santa Fe, Raúl Lamberto, ratificó la postura expresada en la Audiencia Pública celebrada en Santa Fe el pasado 25 de noviembre...

- **France - Démantèlement de Calais : bilan sévère par le Défenseur des Droits**

Source : <http://www.infomie.net/spip.php?article3597> (page consultée le 04/01/2017)

Deux mois après le démantèlement, le Défenseur des droits dresse un bilan sévère de l'opération et s'inquiète en particulier du sort des mineurs isolés...

- **Belgique - Forte hausse du nombre de plaintes reçues par le Médiateur de l'énergie en 2016**

Source : <http://www.sudinfo.be/1756439/article/2017-01-05/forte-hausse-du-nombre-de-plaintes-recues-par-le-mediateur-de-l-energie-en-2016> (page consultée le 05/01/2017)

Le Service fédéral de médiation de l'Energie a reçu 5.526 plaintes en 2016, contre 4.211 plaintes l'année précédente, soit une augmentation de plus de 30 %, a indiqué le médiateur jeudi dans un communiqué. Une hausse attribuée à plusieurs décisions politiques, notamment en Flandre...

- **Belgique - Le Médiateur de l'Energie veut mieux protéger le consommateur et élargir le tarif social**

Source : <http://fr.metrotime.be/2017/01/05/news/le-mediateur-de-lenergie-veut-mieux-protoger-le-consommateur-et-elargir-le-tarif-social/> (page consultée le 05/01/2017)

Le Service fédéral de médiation de l'Energie a formulé un avis politique proposant différentes mesures pour renforcer la protection des consommateurs, a-t-il annoncé jeudi par voie de communiqué. Le médiateur souhaite aussi élargir le droit au tarif social en électricité et gaz...

- **Espagne - Defensor del Pueblo Andaluz : Pedimos medidas técnicas para garantizar la protección de datos en el sistema de cita previa del SAE¹ = Défenseur du Peuple de l'Andalousie : Nous demandons la mise en place de mesures techniques pour garantir la protection des données dans le système de prise de rendez-vous du Service Andaloux du Travail (SAE)**

Source : <http://www.defensordelpuebloandaluz.es/actualidad/pedimos-medidas-tecnicas-para-garantizar-la-proteccion-de-datos-en-el-sistema-de-cita> (page consultée le 05/01/2017)

Hemos formulado Resolución al Servicio Andaluz de Empleo, en el sentido de que, en coordinación y colaboración con el SEPE, se implanten las medidas técnicas que garanticen en el sistema de cita previa los derechos a la privacidad, confidencialidad y seguridad de los datos personales...

¹ Servicio Andaluz de Empleo.

- **2016, une année riche en activités pour l'AOMF**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000927.html (page consultée le 09/01/2017)

Comme les années précédentes, les activités de l'AOMF ont été riches et variées, grâce au soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie, de la Commission de Venise et de l'implication de ses membres...

- **Côte d'Ivoire - Le Médiateur de la République a reçu la Coordination des Admis au Concours des adjoints aux chefs d'Établissement, session 2011**

Source : <http://mediateur-republique.ci/index.php?q=article&id=59> (page consultée le 09/01/2017)

Le Médiateur de la République, N'Golo COULIBALY a accordé une audience à la Coordination des admis du Concours des adjoints aux chefs d'établissements, session 2011 ce lundi 02 janvier 2017. L'audience qui a eu lieu dans la salle de médiation de l'Institution a permis au chef de la délégation, Loubo Jean Marie, d'exprimer la gratitude...

- **France - Hôpitaux : un Médiateur national nommé**

Source : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/01/10/97001-20170110FILWWW00308-hopitaux-un-mediateur-national-nomme.php> (page consultée le 10/01/2017)

La Ministre de la Santé, Marisol Touraine, a nommé l'ancien Directeur des hôpitaux Edouard Couty comme Médiateur national, dans le cadre d'un plan d'action pour prévenir le malaise des soignants et les situations conflictuelles à l'hôpital, a-t-elle annoncé aujourd'hui...

- **Les qualités fondamentales d'un excellent médiateur !**

Source : <http://www.droit-inc.com/article19425-Les-qualites-fondamentales-d-un-excellent-mediateur> (page consultée le 10/01/2017)

La médiation n'est pas seulement une question de « savoir », mais, et encore plus, une question d'« être ». Quelles qualités sont indispensables aux meilleurs médiateurs ?...

- **Belgique - Centre Interfédéral pour l'Égalité des Chances - Acquittement d'un agent suite à un discours de haine**

Source : <http://unia.be/fr/articles/acquittement-dun-agent-suite-a-un-discours-de-haine> (page consultée le 10/01/2017)

L'inspecteur de police qui avait posté un commentaire raciste sur Facebook a été acquitté aujourd'hui par la Cour d'Appel de Gand. « L'arrêt parle néanmoins de comportement inadéquat. La police n'a pas à s'exprimer de la sorte...

- **Espagne - Un niño con diabetes consigue plaza escolar y personal sanitario que le atiende en el centro, tras la intervención del Defensor = Un enfant avec diabète obtient, suite à l'intervention du Défenseur du Peuple, une place dans un centre scolaire du quartier avec le personnel de santé qui s'occupera de ses besoins**

Source : <https://www.defensordelpueblo.es/noticias/nino-diabetes-consigue-plaza-escolar-personal-sanitario-le-atienda-centro-tras-la-intervencion-del-defensor/> (page consultée le 11/01/2017)

La familia de menor había solicitado sin éxito plaza en varios centros de su distrito que cuentan con personal especializado en el tratamiento de esta enfermedad. Tampoco se les había ofrecido alternativa de escolarización en otro centro en el que existiera personal sanitario que pudiera atenderle...

- **Espagne - Accesibilidad en las ciudades : planes municipales para eliminar barreras arquitectónicas en vías, parques y jardines públicos = L'Accessibilité dans les villes : des plans municipaux pour éliminer les obstacles architecturaux sur les voies, les parcs et les jardins publics**

Source : <https://www.defensordelpueblo.es/noticias/accesibilidad-las-ciudades/> (page consultée le 11/01/2017)

Con el objetivo de conocer los planes municipales de accesibilidad de los distintos tipos de localidades españolas, el Defensor del Pueblo ha iniciado una actuación con tres ciudades de más de 100.000 habitantes (Bilbao, Tarragona y Coruña)...

- **Royaume-Uni - Michael King appointed as new Local Government Ombudsman = Michael King nommé nouveau Médiateur du gouvernement local**

Source : <https://www.gov.uk/government/news/michael-king-appointed-as-new-local-government-ombudsman> (page consultée le 11/01/2017)

Communities Secretary Sajid Javid today (11 January 2017) confirmed the appointment of Michael King as the new Local Government Ombudsman (LGO).

Mr King brings with him an extensive 25-year career in a range of consumer and public protection roles...

- **Argentine - Buenos Aires - Asignación por Embarazo para Protección Social y Asignación Universal por Hijo : La Defensora del Pueblo Adjunta, María América González, informe sobre los beneficios sociales que deben solicitarse en ANSES² = L'Allocation de maternité pour la protection sociale et l'allocation universelle pour l'enfant : l'Adjointe du Défenseur du Peuple, María América González, informe sur les avantages sociaux qui doivent être demandés à l'Administration nationale de la Sécurité sociale (ANSES)**

Source : <http://www.defensoria.org.ar/noticias/asignacion-por-embarazo-para-proteccion-social-y-asignacion-universal-por-hijo/> (page consultée le 12/01/2017)

La Asignación por Embarazo para Protección Social está destinada a la protección de mujeres embarazadas. Se abona desde la semana 12 de gestación hasta el nacimiento o interrupción del embarazo y se encuentra supeditada a la inscripción en el Programa SUMAR (a excepción de las trabajadoras del servicio doméstico, las trabajadoras de temporada y las monotributistas sociales) y al cumplimiento de los controles médicos allí establecidos...

- **Le Défenseur des Droits saisi à propos de l'aide à domicile dans la Somme**

Source : <http://www.courrier-picard.fr/region/le-defenseur-des-droits-saisi-a-propos-de-l-aide-a-ia176b0n914735> (page consultée le 15/01/2017)

Le Défenseur des Droits a été saisi à propos de la politique du Conseil départemental de la Somme en matière d'aide à domicile. Laurent Somon, Président du Département, a jusqu'à la fin février pour apporter ses observations...

- **France - Nanterre : polémique sur le financement des médiateurs de nuit**

Source : <http://www.leparisien.fr/nanterre-92000/nanterre-polemique-sur-le-financement-des-mediateurs-de-nuit-16-01-2017-6576420.php> (page consultée le 16/01/2017)

Le financement des médiateurs de nuit est-il en partie illégal ? C'est en tout cas ce qu'affirment l'Union nationale des locataires indépendants de Nanterre (Unli) et la confédération nationale du logement (CNL). Dans leur viseur : l'office municipal HLM de Nanterre, accusé de financer le dispositif en puisant directement...

² L'Administración Nacional de la Seguridad Social.

- **France - Défenseur des Droits : Interview de J. Toubon dans Maires de France**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/interview-de-j-toubon-dans-maires-de-france> (page consultée le 16/01/2017)

Interviewé par Antoine Blouet, Rédacteur en chef de Maires de France, le mensuel de l'Association des Maires de France, le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, revient sur les relations de l'institution avec les élus locaux. L'occasion de réaffirmer le soutien que peut apporter le Défenseur des Droits aux maires...

- **Canada - Projet de loi n° 115 - Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité**

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/reactions-aux-projets-de-loi-et-de-reglement/projet-de-loi-115-maltraitance-aines-et-personnes-vulnerables> (page consultée le 17/01/2017)

Le Protecteur du Citoyen approuve l'esprit du projet de loi n° 115 qui envoie un message clair : la maltraitance envers les personnes vulnérables est inacceptable. Toutefois, il est d'avis que le projet de loi comporte quelques imprécisions et qu'il nécessite certaines améliorations afin d'atteindre pleinement ses objectifs...

- **Suisse - Un master en médiation internationale créé à l'EPFZ en première mondiale**

Source : <https://www.rts.ch/info/suisse/8318946-un-master-en-mediation-internationale-cree-a-l-epfz-en-premiere-mondiale.html> (page consultée le 18/01/2017)

L'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) vont lancer dès la rentrée 2017 un master international en médiation, a appris la RTS (Radio - Télévision Suisse)...

- **Kosovo - The Ombudsperson lectured to international students = l'Ombudsman a donné une conférence aux étudiants étrangers**

Source : <http://www.ombudspersonkosovo.org/en/news/THE-OMBUDSPERSON-LECTURED-TO-INTERNATIONAL-STUDENTS-1482> (page consultée le 19/01/2017)

Today, on 19 January 2017, Mr. Hilmi Jashari, the Ombudsperson conducted a lecture to students enrolled in "The European Master's Degree in Human Rights and Democratization (EMA)" program, based in Vienne of Austria and Venice of Italy, who visits Kosova every year for a study visit...

II- Veille législative et réglementaire

- **Veille législative et réglementaire étrangère**

- **Journal Officiel de la République Française (JORF)**

Agriculture, agroalimentaire et alimentation

- **Aide à l'assurance récolte pour les années 2016 à 2020**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033759114

Décret n° 2016-2009 du 30 décembre 2016 fixant pour les années 2016 à 2020 les modalités d'application de l'article L. 361-4 du code rural et de la pêche maritime en vue de favoriser le développement de l'assurance contre certains risques agricoles (*JORF n°0304 du 31 décembre 2016 texte n° 83*).

Fonction publique

- **Poursuite de la réforme de la gestion des pensions civiles et militaires de retraite**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033836473

Décret n° 2017-17 du 6 janvier 2017 modifiant le code des pensions civiles et militaires de retraite (*JORF n°0007 du 8 janvier 2017 texte n° 23*).

- **Régime d'inscription sur une liste des emplois des établissements publics qui justifie le recrutement d'agents contractuels**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033891022

Décret n° 2017-41 du 17 janvier 2017 relatif aux emplois et types d'emplois des établissements publics administratifs de l'Etat figurant sur la liste prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (*JORF n°0016 du 19 janvier 2017 texte n° 32*).

Justice

- **Mise en œuvre de l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033834962

Décret n° 2017-12 du 5 janvier 2017 relatif à l'obligation de transmission de la déclaration d'intérêts mentionnée aux articles L. 131-7 et L. 231-4-1 du code de justice administrative (*JORF n°0006 du 7 janvier 2017 texte n° 10*).

- **Désignation d'une cour d'appel à compétence nationale pour connaître du contentieux de la tarification de l'assurance des accidents du travail mentionné à l'article L. 311-16 du code de l'organisation judiciaire, tel qu'il résulte de l'article 12 de la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033834975

Décret n° 2017-13 du 5 janvier 2017 désignant une cour d'appel spécialisée pour connaître du contentieux de la tarification de l'assurance des accidents du travail (*JORF n°0006 du 7 janvier 2017 texte n° 11*).

- **Désignation des services du Ministère de la justice autorisés à recourir à certaines des techniques de renseignement prévues par la loi**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033876862

Décret n° 2017-36 du 16 janvier 2017 relatif à la désignation des services relevant du Ministère de la justice, autorisés à recourir aux techniques mentionnées au titre V du livre VIII du code de la sécurité intérieure, pris en application de l'article L. 811-4 du code de la sécurité intérieure (*JORF n°0014 du 17 janvier 2017 texte n° 28*).

- **Modification de l'organisation de l'Administration centrale du Ministère de la justice**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033876942

Décret n° 2017-37 du 16 janvier 2017 modifiant le décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 relatif à l'organisation du Ministère de la justice (*JORF n°0014 du 17 janvier 2017 texte n° 29*).

Logement et habitat durable

- **Création de la Commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment**

Source : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033867085

Décret n° 2017-34 du 13 janvier 2017 portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment (*JORF n°0013 du 15 janvier 2017 texte n° 11*).

- [Journal officiel de l'Union Européenne \(JOUE\)](#)

Institutions de retraite professionnelle

- **Directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE³), *Journal officiel de l'Union européenne, L 354, Actes législatifs, 23 décembre 2016***

Source : <https://www.stradalex.eu/?page=Stradalex.Controller.PublicHome&action=display&nav=joueHome&goto=2016.354.01.0037.01&lang=fr>

Dans le marché intérieur, les institutions de retraite professionnelle (IRP) devraient avoir la possibilité d'opérer dans d'autres États membres tout en assurant un niveau élevé de protection et de sécurité des affiliés et des bénéficiaires de régimes de retraite professionnelle...

Sécurité des réseaux et des systèmes d'information

- **Décision (UE, Euratom) 2017/46 de la Commission du 10 janvier 2017 sur la sécurité des systèmes d'information et de communication au sein de la Commission européenne, *Journal officiel de l'Union européenne, L 6, Actes non législatifs, 11/01/2017***

Source : <https://www.stradalex.eu/?page=Stradalex.Controller.PublicHome&action=display&nav=joueHome&goto=2017.006.01.0040.01&lang=fr>

Les systèmes d'information et de communication de la Commission font partie intégrante de son fonctionnement. Les incidents de sécurité informatique peuvent dès lors avoir des conséquences graves sur ses activités ainsi que sur les tiers, y compris les particuliers, les entreprises et les États membres...

³ L'Espace économique européen.

III- Publications officielles

Présentations établies par l'équipe de veille.

• Brochure

- **Belgique - Brochure éditée par Le SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Politique grandes villes, sous le titre : « Médiation dans le cadre des sanctions administratives communales : des réponses à vos questions », consultée le 7 octobre 2016**

Source : https://www.mi-is.be/sites/default/files/mediation_dans_le_cadre_des_sac.pdf

Présentation

Editée sous la forme d'un guide didactique renfermant les questions fréquemment posées par des acteurs de terrain au sujet de la médiation SAC⁴, appelée également procédure de médiation locale, cette brochure est destinée à un ensemble d'intervenants locaux en matière de prévention des nuisances, notamment les fonctionnaires sanctionneurs, les gardiens de paix, les agents constatateurs, les agents de prévention et de sécurité et les médiateurs du quartier.

En effet, la médiation SAC se veut selon Mme Elke Sleurs, Secrétaire d'Etat en charge des Grandes Villes « *une mesure alternative à l'amende administrative qui permet à la personne commettant une infraction au règlement de police de réparer ou d'indemniser le dommage causé ou encore d'apaiser le conflit, grâce à l'intervention d'un médiateur. Autrement dit, cette forme de médiation n'est possible qu'en cas d'infraction punie d'une SAC et non d'une peine de police* ».

En outre, et en sa qualité de Secrétaire d'Etat compétente Mme Elke Sleurs affirme sa volonté de maintenir l'octroi de la subvention financière annuelle aux différentes villes et communes pour le recrutement d'un médiateur par arrondissement judiciaire ou par zone de police pour Bruxelles.

A ce propos, il convient de souligner que l'offre de la médiation SAC est devenue obligatoire pour les mineurs dès 14 ans du moment que la loi du 24 juin 2013 relative aux Sanctions administratives communales a abaissé la limite d'âge pour l'imposition d'amendes à 14 ans.

Dans 27 pages, la présente publication fournit des éléments de réponse aux questions suivantes :

⁴Sanctions administratives communales.

1. Qu'est-ce que la médiation SAC ?
2. Dans quels cas effectuer une médiation locale ?
3. Qu'est-ce qu'un accord de médiation ?
4. Qui participe à la médiation ?
5. Quel est le rôle du médiateur SAC ?
6. À quelles conditions un médiateur SAC doit-il répondre ?
7. À quelles conditions un service de médiation doit-il répondre ?
8. Qu'est-ce qu'une médiation réussie ?
9. Quelles sont les mesures alternatives à l'amende ?
10. Que comporte la prestation citoyenne pour les majeurs/mineurs ?
11. Qu'est-ce que la procédure d'implication parentale ?
12. La médiation SAC est-elle gratuite ?
13. Qu'est-ce que le SPP Intégration sociale - service Politique de lutte contre la Pauvreté et Cohésion Urbaine ?
14. La désignation d'un avocat est-elle obligatoire pour les mineurs ?
15. Quel rôle le médiateur SAC peut-il jouer dans la politique locale de prévention et de gestion des nuisances ?
16. Pourquoi une administration locale opterait-elle pour une politique de médiation SAC ?

• Enquêtes

- **Québec - Un an pour traiter la demande d'un accidenté du travail,** *enquête publiée le 9 Janvier 2017*

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/un-an-pour-traiter-la-demande-d-un-accidente-du-travail>

Un an après avoir fait une demande à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) pour obtenir de l'assistance médicale en raison d'une chirurgie, un citoyen n'a toujours pas obtenu de réponse. Il porte plainte au Protecteur du Citoyen...

- **Québec - Réadaptation en déficience physique : un enfant refusé au programme transport-hébergement,** *enquête publiée le 16 Janvier 2017*

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/centre-readaptation-deficience-physique-un-enfant-refuse-au-programme-transport-hebergement>

Une dame se plaint au Protecteur du Citoyen que son fils, nécessitant de nombreux soins spécialisés à l'extérieur de la région où il habite, soit refusé au programme transport-hébergement d'un centre de réadaptation en déficience physique...

• Interviews

- **France - Interview de J. Toubon dans Maires de France, 16 Janvier 2017**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/interview-de-j-toubon-dans-maires-de-france>

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/interview_toubon_342.pdf

Interviewé par Antoine Blouet, rédacteur en chef de *Maires de France*, le mensuel de l'Association des Maires de France, le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, revient sur les relations de l'institution avec les élus locaux. L'occasion de réaffirmer le soutien que peut apporter le Défenseur des Droits aux maires...

- - الموفق الإداري فاطمة الزهراء بن محمود في حوار خاص لـ "الصريح" : "الموفق الإداري في حاجة إلى توسيع مجالات التدخل و خاصة في ملفات حقوق الإنسان" 29 أبريل 2015

Source : http://www.mediateur.tn/index.php?s=news_det&id=15

يواجه المواطن في علاقته بالإدارة مشاكل عديدة و مختلفة سرعان ما يتحول بعضها إلى نزاعات قد تنتهي للتقاضي بسبب بلوغ الطريق المسدود في الوصول إلى أو للتسوية الرضائية الصالحة. نتيجة التحولات الاجتماعية و الاقتصادية و الثقافية ما بعد 14 2011 وكذلك متغيرات الحياة السياسية بحكم متطلبات الانتقال الديمقراطي عرفت علاقة المواطن بمؤسسات عمومية ذات صبغة إدارية و منها بالخصوص مؤسسة الموفق الإداري الخاضعة لإشراف رئاسة الجمهورية متغيرات أيضا...

• Rapport annuel

- **Royaume-Uni - Rapport annuel 2015-16 du Médiateur des nominations judiciaires et de la déontologie de la magistrature = Judicial Appointments and Conduct Ombudsman Annual Report 2015-16, publié le 14 Juillet 2016**

Source : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/537887/judicial-appointments-and-conduct-ombudsman-annual-report-2015-16.pdf

Présentation

Le présent document constitue le premier rapport de M. Paul Kernaghan, nommé le 28 Janvier 2016, à la tête du Bureau du Médiateur des nominations judiciaires et de la déontologie, avec comme mission d'examiner d'une part le traitement des plaintes portant sur le processus des nominations judiciaires et d'autre part le traitement des plaintes touchant la déontologie et la discipline judiciaire.

En ce qui concerne l'année visée par ce rapport, le Médiateur précise que les nominations judiciaires suscitent très peu de plaintes, ce qui laisse à deviner que la

Commission des nominations judiciaires offre un processus de nominations perçu par la plupart comme étant solide et équitable. Cependant, il lui est difficile, vu le nombre de plaintes déposées, d'écarter complètement « la mauvaise administration » des affaires qui relèvent de ses compétences.

Par ailleurs, cette publication de 34 pages est structurée ainsi qu'il suit :

- ✓ Mission du Médiateur
- ✓ Avant-propos
- ✓ Rendement
- ✓ Plaignants et intervenants
- ✓ Gestion de l'Institution
- ✓ Annexes
 - A. 2015/16 Statistiques ;
 - B. Etudes de cas ;
 - C. Bilan du rendement par rapport au plan d'action ;
 - D. Prévisions et dépenses effectives ;
 - E. Données sur le Bureau du Médiateur des nominations judiciaires et de la déontologie de la magistrature: de 2010/11 à 2015/16.

• Rapport d'auto-saisine

- **Kosovo - Report with recommendations of national preventive mechanism against torture Ombudsperson concerning the monitoring of the detention Centre in Lipjan = Rapport avec recommandations du Médiateur, agissant en tant que Mécanisme national de prévention contre la torture, concernant le contrôle des conditions de détention dans le Centre correctionnel à Lipjan, 21 Décembre 2016**

Source : http://www.ombudspersonkosovo.org/repository/docs/ENG_Raport_nga_vizita_në_Qendren_Korrektuese_Për_Femra_dhe_të_Mitur_ne_Lipjan-8.11.2016_Eng_211425.pdf
(Le rapport indiqué était accessible via ce lien jusqu'au 18/01/2017)

Présentation

Conformément aux dispositions juridiques réglementant la mission du Médiateur, un Comité de contrôle réunissant un conseiller juridique, un psychologue et un médecin chirurgien a effectué les 7 Septembre et 19 Octobre 2016 des visites au Centre correctionnel sis à Lipjan.

Cette mission de contrôle, qui a bénéficié d'une large coopération de la part des personnels relevant du Service correctionnel et du département de santé, portait sur les aspects suivants : la maltraitance, les conditions matérielles, l'alimentation, la réglementation, les soins médicaux, la composition du personnel de santé, un cas de grève de faim d'un détenu, le dépistage médical, la confidentialité des services médicaux, le personnel du Centre de détention de Lipjan, les sanctions disciplinaires, le contact des détenus avec l'extérieur, les procédures d'admission et la procédure de dépôt de plaintes.

A l'issue de ce travail d'inspection, sept (7) recommandations ont été émises par le Médiateur et transmises respectivement au Ministère de la Justice et du service correctionnel du Kosovo (5) et au Ministère de la santé (2). Elles portent sur :

- ✍ Les formations des détenus et leurs activités en dehors de leurs cellules ;
- ✍ Le placement des personnes souffrant de troubles mentaux dans des établissements spéciaux en conformité avec les règles pénitentiaires européennes ;
- ✍ La nécessité d'informer le Médiateur sur le processus de la fermeture du Centre de détention à Lipjan et sur le transfert des personnes hébergées dans le Centre de détention à Priština ;
- ✍ La prise de mesures sérieuses permettant de détecter à temps, chez les personnes hébergées, les maladies comme la tuberculose, l'hépatite et le sida ;
- ✍ L'offre de conditions de travail adéquates pour le personnel médical et correctionnel.

• Rapport d'intervention

- **Québec - Rapport d'intervention du Protecteur du Citoyen publié sous le titre : « Intervention à l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal du Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal », 21 Novembre 2016**

Source : https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports_d_intervention/lntervention-institut-universitaire-sante-mentale-montreal.pdf

Présentation

Dans le cadre des fonctions du Protecteur du Citoyen prévues par la Loi sur le Protecteur des Usagers en matière de santé et de services sociaux, et suite au signalement reçu indiquant qu'un usager, ayant fait l'objet d'une mise en isolement, a été en mesure de sortir par une fenêtre située au 5^{ème} étage d'un immeuble situé à l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal (IUSMM), du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, « le Protecteur du Citoyen a pris

la décision d'intervenir afin de s'assurer que l'établissement préconise des pratiques respectant les droits des usagers, en assure la bonne application et dispose d'infrastructures sécuritaires pour la dispensation des soins », selon le rapport.

Ainsi, l'intervention du Protecteur du Citoyen qui a consisté en la collecte de toute information jugée pertinente, outre la consultation de plusieurs documents et la visite de l'établissement concerné, a donné lieu à sept (7) recommandations énumérant les points ci-après :

- ✍ L'évaluation continue du risque suicidaire conformément aux standards de pratique de l'infirmière dans le domaine de la santé mentale (OIIQ, 2016) et selon le Programme de prévention et de gestion des conduites suicidaires en milieu hospitalier psychiatrique (IUSMM) ;
- ✍ Les aménagements physiques dans les unités psychiatriques et d'urgence (lits ; fenêtres);
- ✍ La formation nécessaire pour les agents de sécurité quant au contrôle physique des usagers ;
- ✍ L'application rigoureuse du protocole d'application des mesures de contrôle ;
- ✍ La mise en place d'un comité clinique d'évaluation de l'application du protocole sur les mesures de contrôle en santé mentale ;
- ✍ Le maintien d'un registre à jour sur l'utilisation des mesures de contrôle.
- ✍ L'installation de la vidéosurveillance dans les chambres des usagers en isolement, dans le but d'élargir le champs de vision et de contrôler l'ensemble de la chambre.

Dans 12 pages, les titres suivants sont développés :

- ✓ Contexte de la demande d'intervention ;
- ✓ Conduite de l'intervention ;
- ✓ Résultat de notre enquête ;
- ✓ Conclusion ;
- ✓ Recommandations.

IV- Veille jurisprudentielle

- **Jurisprudence administrative étrangère**
 - République Française : Décisions du Conseil d'Etat

Actes législatifs et administratifs

Ñ **Actes d'organisation d'un service public géré par un organisme privé : service public de diffusion d'émissions télévisées en langues régionales : détermination de la part de chaque langue régionale dans le temps d'antenne, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 30/12/2016, 390829**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000033788958&fastReqId=687835120&fastPos=1>

Résumé : 01-01-05-01-01 Il résulte des articles 43-11 et 44 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 que la société France Télévisions est chargée d'une mission de service public de conception et de diffusion de programmes en langues régionales. La détermination de la part de chaque langue régionale dans le temps d'antenne consacré à de tels programmes relève de l'organisation du service public...

Ñ **Validité des actes administratifs : violation directe de la règle de droit : impossibilité d'engager de nouvelles poursuites après que l'autorité a décidé par une décision définitive de ne pas sanctionner certains faits, Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 30/12/2016, 395681, Publié au recueil Lebon**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033789010&fastReqId=687835120&fastPos=18&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 01-04-03 Il découle du principe général du droit [RJ1]⁵ selon lequel une autorité administrative ne peut sanctionner deux fois la même personne à raison des mêmes faits qu'une autorité administrative qui a pris une première décision définitive à l'égard d'une personne qui faisait l'objet de poursuites à raison de certains faits...

⁵[RJ1] Cf., sur la qualification de principe général du droit, CE, 6 avril 1973, Sieur., n° 88516, p. 285 ; CE, 30 juin 1993, Caisse primaire d'assurance-maladie de la région dieppoise et autres, n°s 90559 e. a., p. 188.

Ñ **Accords internationaux : Article 3 de la convention européenne relative à la violence de spectateurs lors de manifestations sportives : applicabilité : effet direct : absence, Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 30/12/2016, 395337**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033789004&fastReqId=687835120&fastPos=23&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 01-01-02-01 Les stipulations de l'article 3 de la convention européenne sur la violence de spectateurs et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football du 19 août 1985, qui ont pour objet exclusif de régir les relations entre Etats...

Ñ **Décision de licencier un agent contractuel et décisions de reclassement, de placement en congé sans traitement ou de licenciement en cas d'échec de la procédure de reclassement, Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 23/12/2016, 402500, Publié au recueil Lebon**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685150&fastReqId=687835120&fastPos=140&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 01-01-06-03-02 La décision initiale de licenciement d'un agent contractuel recruté pour répondre à un besoin permanent, prise sur le fondement du II de l'article 45-5 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, et les décisions ultérieures de reclassement, de placement en congé sans rémunération ou de licenciement sur le fondement du V de l'article 45-5 de ce décret constituent des éléments d'une opération complexe...

Ñ **Décisions implicites : réclamations, pétitions et plaintes adressées à la CNIL⁶ : silence gardé par la CNIL pendant plus de deux mois : naissance d'une décision implicite de rejet : existence, Conseil d'État, 8ème chambre, 23/12/2016, 393020**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685080&fastReqId=687835120&fastPos=144&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 01-01-08 Doivent être regardées comme des réclamations au sens du 2° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 les réclamations, pétitions et plaintes adressées à la CNIL sur le fondement...

⁶ Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Ñ **Circulaires et instructions adressées par les Ministres aux services et établissements de l'Etat : applicabilité : publication sur le site internet relevant du Premier Ministre : demande de suspension d'une instruction non publiée : urgence : absence, Conseil d'État, Juge des référés, 19/12/2016, 405471**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657455&fastReqId=687835120&fastPos=177&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 01-01-05-03 Une instruction qui n'a pas fait l'objet de la publication sur le site Internet relevant du Premier ministre prévue par l'article R. 312-8 du code des relations entre le public et l'administration (CRPA) n'est pas applicable...

Ñ **Abrogation des actes réglementaires : recours contre le refus d'abroger un acte réglementaire : faculté de se prévaloir d'une illégalité affectant les conditions de son entrée en vigueur : existence, Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 16/12/2016, 393501**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657427&fastReqId=687835120&fastPos=184&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 01-09-02-01 A l'appui d'une requête formée à l'encontre d'une décision rejetant une demande d'abrogation ou de réformation d'un acte réglementaire, un requérant ne peut utilement se prévaloir d'une illégalité affectant les conditions de son entrée en vigueur...

Ñ **Constitution et principes de valeur constitutionnelle : principe de légalité des délits et des peines : sanctions infligées à des professionnels, Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 16/12/2016, 390234, Publié au recueil Lebon**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685053&fastReqId=687835120&fastPos=201&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 01-04-005 Le principe de légalité des délits et des peines, qui s'étend à toute sanction ayant le caractère d'une punition, fait obstacle à ce que l'administration inflige une sanction...

Aide sociale

Ñ **Aide sociale à l'enfance : compétence de l'ASE⁷ pour prendre en charge les mineurs étrangers demandeurs d'asile privés de la protection de leur famille : exclusion de ces mineurs de l'allocation pour demandeur d'asile, Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 23/12/2016, 394819**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685096&fastReqId=687835120&fastPos=133&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 04-02-02-02 Il résulte des articles 375-3 du code civil et L. 221-1 et L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles qu'il incombe au service de l'aide sociale à l'enfance (ASE) des départements de prendre en charge l'hébergement et de pourvoir aux besoins...

Commerce, industrie, intervention économique de la puissance publique

Ñ **Activités soumises à réglementation : aménagement commercial: permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale, Conseil d'État, 4ème - 5ème chambres réunies, 23/12/2016, 398077, Publié au recueil Lebon**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033695598&fastReqId=687835120&fastPos=95&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 14-02-01-05-03 Permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale (loi n° 2014-626 du 18 juin 2014)... ,1) Délivrance du permis. Cas où la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) a délivré un avis favorable...

Ñ **Activités soumises à réglementation : services privés de transport public routier interurbains : possibilité d'interdiction ou de limitation de certains services en cas d'atteinte substantielle à l'équilibre économique d'une ligne de service public de transport, Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 23/12/2016, 399081**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685127&fastReqId=687835120&fastPos=122&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 14-02-01-07 Régime de déclaration applicable à la création de certains services privés de transport public routier de personnes issu de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015. Une autorité organisatrice de transport peut, selon l'article L. 3111-18 du

⁷ Le service d'aide sociale à l'enfance.

code des transports, interdire ou limiter certains services de transport routier de personnes...

Communautés européennes et Union européenne

Ñ **Règles applicables : santé publique : responsabilité sans faute des établissements publics de santé du fait des produits ou appareils de santé défectueux : conséquences de la directive 85/374/CEE, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 30/12/2016, 375406**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033788923&fastReqId=687835120&fastPos=2&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 15-05-21 Le service public hospitalier est responsable, même en l'absence de faute de sa part, des conséquences dommageables pour les usagers de la défaillance des produits et appareils de santé qu'il utilise, y compris lorsqu'il implante, au cours de la prestation de soins, un produit défectueux dans le corps d'un patient...

Comptabilité publique et budget

Ñ **Gestion des autorisations budgétaires : décrets d'avance : condition d'urgence, Conseil d'État, 6ème - 1ère chambres réunies, 16/12/2016, 400910**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657445&fastReqId=687835120&fastPos=188&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 18-02-01-05-04-01 La condition d'urgence posée par le 1er alinéa de l'article 13 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) est une condition objective qui doit être regardée...

Eaux

Ñ **Installations hydrauliques fondées en titre : consistance du droit fondé en titre : puissance maximale dont l'exploitant peut en théorie disposer : modalités de calcul, Conseil d'État, 6ème - 1ère chambres réunies, 16/12/2016, 393293**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657424&fastReqId=687835120&fastPos=198&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 27-02 1) Un droit fondé en titre conserve en principe la consistance légale qui était la sienne à l'origine. A défaut de preuve contraire, cette consistance est présumée conforme à sa consistance actuelle...

Étrangers

Ñ Séjour des étrangers : refus de séjour, Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 30/12/2016, 404383

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033789077&fastReqId=687835120&fastPos=27&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 335-01-03-01 1) Les décisions par lesquelles l'administration refuse à un étranger le droit de demeurer sur le territoire français, l'oblige à quitter ce territoire, lui signifie son pays de destination et lui interdit le retour sur ce territoire, qui sont regroupées au sein d'un acte administratif unique, peuvent chacune être contestées séparément devant le juge la légalité, en soulevant, le cas échéant, des moyens distincts...

Ñ Rejet par l'OFPRA⁸ d'une demande d'asile au motif qu'elle a été introduite à la suite de fraudes, Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 23/12/2016, 403975

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685164&fastReqId=687835120&fastPos=139&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 095-07-01-02 Il résulte de l'article L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) que la Cour nationale du droit d'asile est compétente pour juger les recours dirigés contre toutes les décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)...

Logement

Ñ Saisine du juge du DALO⁹ : conditions de recevabilité : production de la décision de la Commission de Médiation, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 30/12/2016, 395706

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033789015&fastReqId=687835120&fastPos=4&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 38-07-01 Si la juridiction saisie sur le fondement du I de l'article L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation peut exiger du demandeur qu'il régularise sa demande en produisant la décision de la commission de médiation...

⁸ L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

⁹ Le Droit au logement opposable (DALO).

Ñ Faculté pour le Préfet de mettre fin par un autre moyen qu'un relogement à la situation ayant motivé la décision de la Commission de Médiation, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 16/12/2016, 388016, Publié au recueil Lebon

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657395&fastReqId=687835120&fastPos=194&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 38-07-01 L'article L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation ne fait pas par principe obstacle à ce que le préfet puisse établir que, sans avoir fait une offre de logement, il a effectivement mis fin par un autre moyen à la situation qui avait motivé la décision de la commission de médiation...

Ñ Responsabilité de l'Etat à raison de la carence fautive à assurer le logement d'un demandeur reconnu prioritaire dans le délai fixé par le Juge de l'Injonction, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 16/12/2016, 383111, Publié au recueil Lebon

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657387&fastReqId=687835120&fastPos=199&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 38-07-01 1) Lorsqu'une personne a été reconnue comme prioritaire et comme devant être logée ou relogée d'urgence par une commission de médiation, en application de l'article L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, et que le juge administratif a ordonné son logement ou son relogement par l'Etat, en application de l'article L. 441-2-3-1 de ce code, la carence fautive de l'Etat à exécuter ces décisions dans le délai imparti engage sa responsabilité...

Marchés et contrats administratifs

Ñ Règles de procédure contentieuse spéciales : recours pour excès de pouvoir de tiers contre l'acte administratif portant approbation du contrat, Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 23/12/2016, 392815

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685076&fastReqId=687835120&fastPos=124&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 39-08 1) Indépendamment du recours de pleine juridiction dont disposent les tiers à un contrat administratif pour en contester la validité, dans les conditions définies par la décision n° 358994 du 4 avril 2014 du Conseil d'Etat, statuant au contentieux, les tiers qui se prévalent d'intérêts auxquels l'exécution du contrat est de nature à porter une atteinte directe et certaine...

Nature et environnement

Ñ **Mise en œuvre du principe de participation énoncé à l'art. 7 de la Charte de l'Environnement, Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 28/12/2016, 394696**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033788999&fastReqId=687835120&fastPos=73&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 44-006-01 1) L'article L. 120-1 du code de l'environnement, qui a pour objet la mise en œuvre du principe de participation du public énoncé à l'article 7 de la Charte de l'environnement, est applicable aux décisions susceptibles d'avoir une incidence directe et significative sur l'environnement...

Ñ **Installations classées pour la protection de l'environnement : règles de procédure contentieuse spéciales : modalités d'appréciation de la légalité de l'autorisation au regard des règles d'urbanisme, Conseil d'État, 6ème - 1ère chambres réunies, 16/12/2016, 391452, Publié au recueil Lebon**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657410&fastReqId=687835120&fastPos=195&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 44-02-04 1) Il appartient au juge du plein contentieux des installations classées de se prononcer sur la légalité de l'autorisation au regard des règles d'urbanisme légalement applicables à la date de sa délivrance...

Police

Ñ **Circulation et stationnement : permis de conduire : échange d'un permis de conduire étranger contre un permis de conduire français : cas où le titulaire réside en France et commet une infraction au code de la route alors qu'il n'a pas procédé à l'échange, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 30/12/2016, 397638**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033789027&fastReqId=687835120&fastPos=38&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 49-04-01-04 Il résulte de la combinaison des articles R. 222-1 et R. 222-2 du code de la route et de l'arrêté du 8 février 1999 fixant les conditions de reconnaissance et d'échange des permis de conduire délivrés par les Etats appartenant à l'Union européenne et à l'Espace économique européen que si le titulaire d'un permis de conduire délivré par l'un des ces pays n'est, en principe, pas tenu de procéder à l'échange de ce permis pour conduire en France...

Procédure

Ñ **Dépenses : cas où la partie perdante bénéficie de l'aide juridictionnelle totale : prise en charge des frais d'expertise par l'Etat, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 30/12/2016, 387354**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033788939&fastReqId=687835120&fastPos=39&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 54-06-05-01 Il résulte de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 et de l'article R. 761-1 du code de justice administrative que, lorsque la partie perdante bénéficie de l'aide juridictionnelle totale...

Ñ **Interruption du délai de recours contentieux par la demande d'aide juridictionnelle : conditions dans lesquelles le délai interrompu recommence à courir, Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 28/12/2016, 397598**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033789024&fastReqId=687835120&fastPos=48&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 54-01-07-04 1) Lorsque le demandeur de première instance a été admis au bénéfice de l'aide juridictionnelle, seuls le ministère public ou le bâtonnier ont vocation à contester, le cas échéant, cette décision...

Ñ **Question posée devant une juridiction qui a refusé sa transmission au Conseil d'Etat au motif que la disposition n'était pas applicable au litige, Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 28/12/2016, 401464**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033789059&fastReqId=687835120&fastPos=62&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 54-10-02 Cour administrative d'appel ayant refusé de transmettre une QPC¹⁰ au Conseil d'Etat au motif que la disposition contestée était inapplicable au litige...

Ñ **Procédures de référé autres que celles instituées par la loi du 30 juin 2000 : possibilité pour le requérant de faire valoir que l'expertise amiable ne présentait pas les garanties suffisantes d'objectivité, Conseil d'État, 9ème chambre, 23/12/2016, 401066**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685143&fastReqId=687835120&fastPos=93&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 54-03-011-04 Le requérant qui demande au juge des référés, en vue d'un éventuel litige de responsabilité hospitalière, d'ordonner une expertise judiciaire sur des faits qui ont donné lieu à une expertise amiable peut...

¹⁰ La question prioritaire de constitutionnalité (QPC).

Ñ Documents écartés des débats : cas où une partie produit des documents couverts par un secret garanti par la loi en indiquant qu'ils ne peuvent être communiqués à l'autre partie : faculté pour le juge de se fonder sur ces documents : absence, Conseil d'État, Juge des référés, 23/12/2016, 405791

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033695630&fastReqId=687835120&fastPos=136&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 54-04-03-01 Les règles générales de la procédure contentieuse interdisent au juge de se fonder sur des pièces...

Ñ Actes constituant des décisions susceptibles de recours : recommandations du Ministre chargé de la santé en matière de diagnostic prénatal et de diagnostic préimplantatoire, Conseil d'État, 1ère - 6ème chambres réunies, 16/12/2016, 392557

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657419&fastReqId=687835120&fastPos=182&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 54-01-01-01 Les recommandations de bonnes pratiques relatives aux modalités d'accès, de prise en charge des femmes enceintes et des couples, d'organisation et de fonctionnement des centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal en matière de diagnostic prénatal et de diagnostic préimplantatoire...

Professions

Ñ Discipline professionnelle : plainte portant sur des manquements commis par un praticien hospitalier dans l'exercice de ses fonctions publiques : recevabilité limitée, Conseil d'État, 4ème - 5ème chambres réunies, 23/12/2016, 392230

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033695590&fastReqId=687835120&fastPos=119&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 55-04-01-01 Des omissions dans le recueil du consentement et dans l'information du patient sur les actes effectués lors d'une opération chirurgicale réalisée dans le cadre du service public hospitalier sont des actes accomplis...

Responsabilité de la puissance publique

Ñ Attroupements et rassemblements : groupe s'organisant pour commettre un délit d'entrave à la circulation, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 30/12/2016, 389835

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033836152&fastReqId=687835120&fastPos=13&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 60-01-05-01 Dans le cadre d'un mouvement de protestation ayant donné lieu à des actions similaires en divers points du territoire national, des producteurs

de lait ont, entre le 7 et le 12 juin 2009, bloqué l'accès à une plateforme d'approvisionnement des magasins de grande distribution d'une société dans une commune...

Ñ **Attroupements et rassemblements : cas d'un incendie ayant fait l'objet d'une organisation impliquant moyens de communication et cocktails Molotov mais s'inscrivant dans le prolongement d'un rassemblement spontané, Conseil d'État, 5ème - 4ème chambres réunies, 30/12/2016, 386536**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033788936&fastReqId=687835120&fastPos=30&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 60-01-05-01 Cas d'un rassemblement d'une foule très hostile à la suite du décès de deux adolescents ayant péri dans une collision avec un véhicule de police, suivi du déplacement de plusieurs centaines de personnes vers l'endroit où les corps avaient été déposés puis dans une avenue de la commune où un garage a été incendié...

Spectacles, sports et jeux

Ñ **Indépendance opérationnelle du laboratoire analysant les prélèvements au sein de l'AFLD¹¹, Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 23/12/2016, 398074**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033695597&fastReqId=687835120&fastPos=90&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 63-05-05 Les dispositions des articles L. 232-18 et R. 232-43 du code du sport garantissent l'indépendance opérationnelle du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD)...

Ñ **Octroi du sursis à exécution d'une peine lorsque le contrevenant fournit une aide substantielle à la lutte contre le dopage, Conseil d'État, 2ème - 7ème chambres réunies, 23/12/2016, 399728**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033685137&fastReqId=687835120&fastPos=121&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 63-05-05 Octroi du sursis à exécution d'une peine lorsque le contrevenant fournit une aide substantielle à la lutte contre le dopage (art. L. 232-23-3-2 du code du sport). En l'espèce, le contrevenant a, le jour de la séance du collège des sanctions de l'Agence française de lutte contre le dopage, déclaré par écrit qu'il allait déposer plainte...

¹¹ L'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Urbanisme et aménagement du territoire

Ñ **Prescriptions d'aménagement et d'urbanisme : aménagement et ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes : application des dispositions relatives à l'extension de l'urbanisation, Conseil d'État, 6ème - 1ère chambres réunies, 16/12/2016, 389079**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033657397&fastReqId=687835120&fastPos=189&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 68-001-01-02-03 Il résulte de la combinaison des articles L. 146-1, L. 146-4 et L. 146-5 du code de l'urbanisme, alors en vigueur, éclairés par les travaux préparatoires de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 dont elles sont issues, que l'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes en dehors des espaces urbanisés...

Voirie

Ñ **Droit des riverains d'accéder librement à leur propriété : droit d'accès avec un véhicule : faculté pour le maire de refuser cet accès, Conseil d'État, 8ème - 3ème chambres réunies, 15/12/2016, 388335**

Source : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000033619686&fastReqId=687835120&fastPos=218&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 71-02-04-01 Sauf dispositions législatives contraires, les riverains d'une voie publique ont le droit d'accéder librement à leur propriété et, notamment, d'entrer et de sortir des immeubles à pied ou avec un véhicule. Dans le cas d'une voie communale, le maire ne peut refuser d'accorder un tel accès...

V- Dernières Parutions

- **Nouveautés papier**

- Editions nationales

- ✓ Livres

- **منازعات الشهادة الإدارية الخاصة بالعقار غير المحفظ : المسلمة من طرف السلطة المحلية والمنصوص عليها في المادة 18 والمصوص عليها في المادة 16.03**
2008 28 2.08.378

Source : <http://www.marocdroit.com/-الْحَكِيم->
الشهادة_a7477.html

<http://espacedroitpublic.com/%D8%A2%D8%AE%D8%B1-%D8%A7%D9%>

<http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=yigGMIP0Uf/BC/297360005/123>



- : الحكيم
- : دار الآفاق المغربية
- تاريخ النشر : 2016
- : 254 .
- : (القانونية 5)
- : 9-570-37-9954-978

- الشرح العملي للمنازعات الجمركية في التشريع المغربي: تقسيمات الجنح والمخالفات الجمركية في ضوء مدونة الجمارك، تصنيفات الجنح الجمركية في القوانين الأخرى : الضرائب غير المباشرة وقوانين الصرف، طرق إثبات الجنح والمخالفات الجمركية في التشريع المغربي، خصوصيات القواعد الإجرائية في الدعوى الجمركية، مسطرة التسوية الصلحية للمنازعات الجمركية، طبيعة الجزاءات الجمركية في التشريع المغربي، إجراءات تنفيذ الحقوق الجمركية وطرق تحصيلها

Source : <http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=0Fvw7kOWoT/BC/212700011/9>

•	: لحرش، كريم
•	:
•	تاريخ النشر : 2016
•	: 612 .
•	: 9789954964804



المستجدات القانونية

• علاقات الشغل الفردية والجماعية :

Source : http://opac.bnrm.ma:8000/cgi-bin/gw_2011_1_4_4/chameleon?sessionid=2017011523162422264&skin=bnrm&lng=ar&inst=consortium&host=localhost%2b1111%2bDEFAULT&patronhost=opac.bnrm.ma%201111%20DEFAULT&search=FREEFORM&searchid=1&function=CARDSCR&sourcescreen=INITREQ&pos=5&itempos=1&rootsearch=FREEFORM

• : بنحسايين،

• : طوب بريس

• تاريخ النشر : 2017

• : 175 .

• : 9789954956342

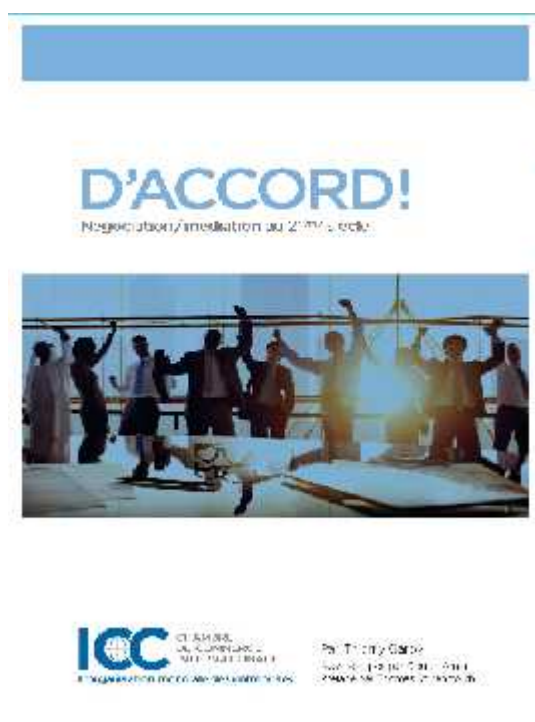
صورة الغلاف غير متوفرة

- Editions étrangères

✓ Livres

Ñ **D'accord ! : négociation : médiation au 21^{ème} siècle**

Source : <http://export.businessfrance.fr/0019789284203734+d-accord-negociation-mediation-au-21eme-siecle.html>



- **Auteur** : Garby, Thierry
- **Editeur** : France, Chambre de Commerce Internationale
- **Année de parution** : 2016
- **Nombre de pages** : 308 p.

Présentation de l'éditeur (extrait) :

Dans la 2^{ème} moitié du 20^{ème} siècle, la recherche scientifique a dévoilé les mécanismes psychologiques qui contribuent à la formation des accords.

Alors la médiation a commencé à trouver des réponses face aux impasses que la négociation ne pouvait pas résoudre. Ce livre montre comment ces résultats se traduisent par une méthode bien spécifique...

Source : <http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=03nGWLkYyi/BC/77130005/9>

<http://www.babylon-center.net/?articles=topic&topic=9084>



• : شعيان، عبد الحسين

• : 2 .

• : بيسان للنشر والتوزيع ؛ المركز الثقافي العراقي

• تاريخ النشر : 2014

• : 296 .

• : 0-984-417-614-978

• عملية التشريع

Source : <http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=mBlzscodvS/BC/77130005/9>

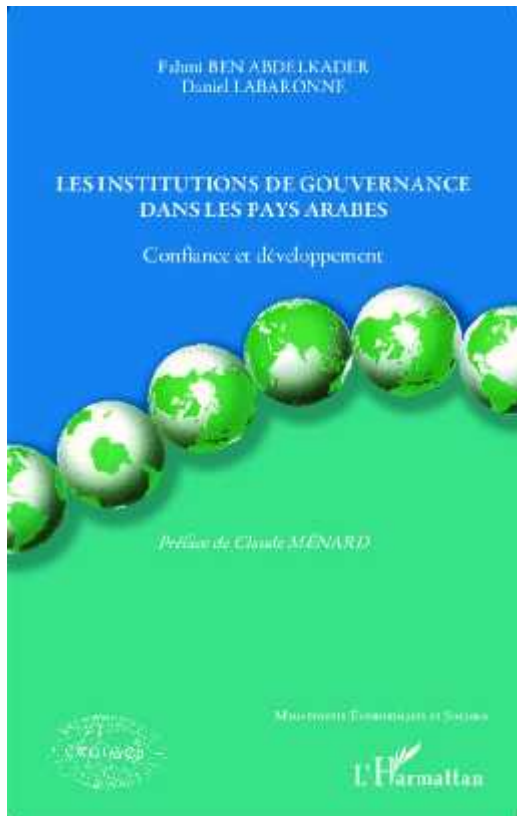
<http://web.muwatin.org/ar/2/13>



- : نييل
- : المؤسسة الفلسطينية لدراسة الديمقراطية
- تاريخ النشر : 1996
- : 28 .
- : (الديمقراطية؛ 6)

Ñ Les institutions de gouvernance dans les pays arabes : confiance et développement

Source : <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=42565>



- **Auteur (s) :** Ben Abdelkader, Fahmi ; Labaronne, Daniel
- **Préface de :** Ménard, Claude
- **Editeur :** L'Harmattan
- **Date de parution :** Février 2014
- **Nombre de pages :** 244 p.
- **Collection :** Mouvements Économiques et Sociaux
- **ISBN :** 978-2-343-00346-7

Présentation de l'éditeur (extrait) :

Quelle est l'origine des blocages du développement dans la région arabe ? Le développement est un processus de transformation institutionnelle qui doit favoriser l'accès aux ressources économiques et politiques du plus grand nombre...

Ñ Gestion des collectivités locales et financement des projets territoriaux

Source : <http://editions.lavoisier.fr/droit/gestion-des-collectivites-locales-et-financement-des-projets-territoriaux/dubois/tec-et-doc/livre/9782743014896>



- **Auteur** : Dubois, Jérôme
- **Editeur** : Lavoisier
- **Date de parution** : 04-2013
- **Nombre de pages** : 264 p.
- **ISBN** : 9782743014896

Présentation de l'éditeur (extrait) :

Dans le cadre d'une décentralisation jamais achevée et d'une forte remise en cause de la place de l'État dans la gestion des territoires pour cause de déficit public, cet ouvrage vient faire le point sur la gestion des collectivités locales et le montage de projets, notamment en matière d'aménagement et de développement...

• الثورة الافتراضية :

Source : <http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=zfjphsaTEu/BC/77130005/9>

<https://www.diwanegypt.com/1165-136534/History-and-Politics/%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%88%>

- : نسرين
- : العربي للنشر والتوزيع
- تاريخ النشر : 2016
- : 9789773192402



- الأنترنات فضاء للحرية ومصدر للإشكاليات القانونية :
والسلامة في الفضاء السيبراني، 6-7 ديسمبر 2012

Source : <http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=ENdMYDDEgE/BC/77130005/9>
<https://manuskri.tn/internet-espace-de-liberte-et-source-de-problematiques-juridiques-ferhat-horchani-sami-bostanji-9789938872026.html>

- :
 - ()
 - ()
 - ()
- :
 - تاريخ النشر : 2014
 - : 198 .
 - : (DRIMAN)
 - : 26-0-872-9938-978



تقديم الناشر () :

أدى تفاقم استعمال تكنولوجيات المعلومات والاتصال إلى إشكاليات قانونية عابرة لحدود الدول لتشمل تجاوزات مختلفة تمسّ تارة بحرية الأفراد، وطورا بأمن وسلامة المعلومات والمعاملات التي تتم "فضاء لحرية دون قيود"، بينما اعتبرها "فضاء يجب أن تقيّد فيه الحرية" لحماية حقوق الغير...

*

Source : <http://catalog.fondation.org.ma:81/uhtbin/cgisirsi.exe/?ps=JBQIVlbpA4/BC/77130005/9>
https://alyassinbooks90.blogspot.com/2016/06/pdf_2.html

- :
 - أومانند، ديفيد
 - بارتليت جيمي
 - ميلر
 - مركز الإمارات والبحوث الاستراتيجية ()
- الاستراتيجية
- :
 - تاريخ النشر : 2014
 - : 57 .
 - : (دراسات عالمية ؛ 125)



وتسجيله

* _____ : تم تحميل هذا الكتاب عبر الرابط المشار إليه في
ضمن الرصيد الوثائقي للمؤسسة.

- **Nouveautés numériques**

- **Nouveautés nationales**

- ✓ **Sites Web**

- **« www.carcs.gov.ma »: la Chambre d'Agriculture de la région Casablanca-Settat se dote d'un nouveau site web**

Source : <http://www.agrimaroc.ma/nouveau-site-web-chambre-agriculture-casablanca-settat/> (page consultée le 18/01/2017)

Le nouveau site web de la Chambre d'Agriculture Casablanca-Settat est plus moderne, innovant et dynamique ! Le cadre idéal pour renforcer la proximité avec les agriculteurs de la région...



- **« www.acaps.ma » : l'ACAPS lance un nouveau site web**

Source : <http://www.leseco.ma/maroc/53835-l-acaps-lance-un-nouveau-site-web.html>
(page consultée le 18/01/2017)

L'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS) s'est dotée d'un nouveau site internet (www.acaps.ma) réservé aux assurés/affiliés, ainsi qu'un formulaire destiné à ces derniers pour envoyer des réclamations...



- Nouveautés étrangères

- ✓ Sites web

- <https://mediation.notaires.fr/> : La médiation par les notaires, une alternative amiable pour la résolution des conflits *en France*

Source : <https://mediation.notaires.fr/le-notaire-mediateur/> (page consultée le 23/01/2017)

Qui est-il ?

Par son éthique, sa compétence, la disposition naturelle que lui reconnaissent le public et les magistrats, le notaire médiateur est un acteur incontournable de la pratique de la médiation conventionnelle et judiciaire...



- <http://www.mediateur-cnpa.fr/> : le site du Médiateur du Conseil national des professions de l'automobile (CNPA) en France

Source : <http://www.mediateur-cnpa.fr/comprendre-la-mediation.htm> (page consultée le 23/01/2017)

Qu'est-ce que la médiation automobile du CNPA ?

La médiation automobile couvre les litiges de consommation qui opposent un client consommateur, personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, à une entreprise ou un professionnel du commerce et des services de l'automobile ou assimilés...

The image shows a screenshot of the website for the Médiateur du Conseil national des professions de l'automobile (CNPA). At the top, there is a blue navigation bar with the CNPA logo on the left and five menu items: ACCUEIL, QUI SOMMES-NOUS ?, LA MÉDIATION, DÉPOSER UN DOSSIER, and CONTACTEZ-NOUS. Below the navigation bar is a large banner with a background image of a hand holding a pen. The banner contains the text: "Le site du Médiateur du Conseil national des professions de l'automobile (CNPA)". Below the banner are three white rectangular buttons with blue text and red "CLIQUEZ ICI" links. The first button is titled "VOUS SOUHAITEZ COMPRENDRE LA MÉDIATION" and includes the subtext "Découvrez le principe de la médiation et le médiateur". The second button is titled "VOUS SOUHAITEZ SAISIR LE MÉDIATEUR" and includes the subtext "Renseignez les informations nécessaires à la création de votre dossier". The third button is titled "VOUS SOUHAITEZ SUIVRE VOTRE DOSSIER MÉDIATION".

- « www.juriclic.net » : le conseil juridique en ligne

Source : <http://www.repandre.com/Le-conseil-juridique-en-ligne,47076.html> (page consultée le 16/01/2017)

Le conseil juridique en ligne fourni par les avocats spécialisés s'adresse aux particuliers et aux professionnels, vous pouvez ainsi, avoir une réponse juridique rapide de la part d'un avocat à distance...

Bulletin De Veille Documentaire

Directeur du Bulletin

M. Abdelaziz Benzakour
Médiateur du Royaume

Membres

M. Mohamed Lididi
Secrétaire Général de l'Institution

M. Mustapha Ismaili
*Chef de la Section du Traitement
Informatique, des Statistiques et de
la Documentation*

Coordination

Mme Meryem El Houari
*Chef de l'Unité de Gestion des
Archives et de la Documentation*

Réalisation

Mme Meryem El Houari

Mme Narjis Piro

Mme Nada Elkharij

Mme Asmae Chouia

Collaboration

M. Hicham Bayahya
Ingénieur d'Application